

ajoute l'orateur, sir Leonard Tilley a droit à la reconnaissance du pays, pour les démarches par lui faites pour bien se renseigner à ce sujet en visitant toutes les manufactures du pays. (appl.)

Qu'arriverait-il les années dernières? Les industries traversant la frontière et s'y procureraient l'outillage et le matériel nécessaire pour l'opération de leurs manufactures sans être obligés de payer de droits pour introduire ces objets dans le Canada. Il peut prouver que dix à douze remorqueurs en opération aujourd'hui de ce côté-ci du canal Welland ont été ainsi construits. Rien de semblable ne se produit depuis l'introduction de la politique nationale. Le fabricant des Etats-Unis n'a plus à espérer aucune prime pour les articles qu'il manufacture et il existe maintenant un droit sur ces importations.

M. WAITE—A combien s'élève-t-il?

M. MILLER—Cet impôt a déjà été de 17½ par cent.

M. NELSON—Que l'honorable député de Muskoka me permette de lui dire que pendant la dernière administration libérale ces bâtiments et leur équipement entraient en franchise dans le pays. Aujourd'hui ils paient dix pour cent, et bien que ce tarif ne soit pas encore assez élevé, il faut reconnaître un siège de progrès. J'aimerais voir toute notre marine construite dans tout le pays (appaudissement sur les baues de l'opposition). Citons un exemple. Il n'y a encore que peu d'années, Sainte-Catherine n'était qu'une plage d'importance secondaire; si aujourd'hui cette ville jouit de quelque renommée, elle la doit à des chantiers de navires. (Ecoutez! Ecoutez!) C'est là son seul mérite. Construite sur une petite péninsule, elle n'a pas de voisins et sa population ne se serait pas augmentée, sans l'arrivée d'abord des charpentiers de navires suivis ensuite des ouvriers menuisiers, etc., etc. Une fois l'exemple donné, les médecins et les avocats se présenteront puis les mécaniciens, les épiciers, et les autres corps de métiers. Telles sont les circonstances qui ont fait la ville de Sainte-Catherine ce qu'elle est aujourd'hui et je ne vois en progrès qu'à la politique nationale.

J'ai été moi-même témoin des dommages causés par l'entrée en franchise dans cette partie du Canada des navires construits à l'étranger. J'ai dans le temps suivi l'exemple général, mais je reconnais aujourd'hui que j'ai eu tort, et aujourd'hui je viens déclarer publiquement que si nous voulons acquérir pour notre pays l'importation qu'il mérite, il nous faut encourager nos industries locales (appl.).

Je sais bien qu'on va me dire que, du moment qu'on peut trouver aux Etats-Unis un article pour lequel nous aurons à payer moins cher qu'au Canada, nous devons proliférer de l'occasion. Ainsi, le cultivateur peut bien dire: du moment qu'il m'est donné de me procurer de l'autre côté des lignes